

Art. 2. Le plafond de la bourse pouvant être attribuée annuellement à un sportif d'élite agréé comme tel est de F 45 000.

Art. 3. Le plafond du subside pouvant être liquidé annuellement à un club, sous forme d'unité de subvention, pour chaque futur talent agréé comme tel est de F 12 500.

Art. 4. Le Président, Ministre communautaire des Finances, de la Santé et de la Famille, du Sport et du Tourisme, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Eupen, le 23 juin 1993.

Pour l'Exécutif de la Communauté germanophone :

Le Président,
Ministre communautaire des Finances, de la Santé et de la Famille, du Sport et du Tourisme,
J. MARAITE

VERTALING

N. 93 — 2325

23 JUNI 1993. — Besluit van de Executieve houdende subsidiëring van hooggekwalificeerde scheidsrechters, topsportbeoefenaars en toekomstige talenten

De Executieve van de Duitstalige Gemeenschap,

Gelet op de wet van 31 december 1983 tot hervorming der instellingen voor de Duitstalige Gemeenschap, gewijzigd bij de wetten van 6 en 18 juli 1990;

Gelet op het decreet van 10 mei 1993 houdende erkenning en subsidiëring van hooggekwalificeerde scheidsrechters, topsportbeoefenaars en toekomstige talenten, inzonderheid op de artikels 3 en 7;

Gelet op het gunstig advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 22 juni 1993;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989 en 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het decreet van 10 mei 1993 houdende erkenning en subsidiëring van hooggekwalificeerde scheidsrechters, topsportbeoefenaars en toekomstige talenten met terugwerkende kracht op 1 januari 1993 in werking treedt, is het noodzakelijk zo snel mogelijk de maximale bedragen van de beurzen en toelagen voor het lopende jaar vast te leggen;

Op de voordracht van de Voorzitter, Gemeenschapsminister van Financiën, Gezondheid en Gezin, Sport en Toerisme,

Besluit :

Artikel 1. Het maximaal bedrag van de beurs die een erkende hooggekwalificeerde scheidsrechter jaarlijks mag worden toegekend belooft F 45 000.

Art. 2. Het maximaal bedrag van de beurs die een erkende topsportbeoefenaar jaarlijks mag worden toegekend belooft F 45 000.

Art. 3. Het maximaal bedrag van de toelage die een vereniging, als subsidiëringseenheid, jaarlijks mag worden uitbetaald voor elke erkende toekomstige talent belooft F 12 500.

Art. 4. De Voorzitter, Gemeenschapsminister van Financiën, Gezondheid en Gezin, Sport en Toerisme is met de uitvoering van dit besluit belast.

Eupen, 23 juni 1993.

Voor de Executieve van de Duitstalige Gemeenschap :

De Voorzitter,
Gemeenschapsminister van Financiën, Gezondheid en Gezin, Sport en Toerisme,
J. MARAITE

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALSE GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 93 — 2326

[C — 27407]

29 JUILLET 1993. — Arrêté du Gouvernement wallon portant création d'agences immobilières sociales

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du Conseil régional wallon du 17 décembre 1992 portant le Budget de la Région wallonne et plus particulièrement son article 16;

Vu l'accord du Ministre du Budget rendu le 4 juin 1993;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur proposition du Ministre de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Budget,

Arrête :

Article 1er. Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

- 1° le Ministre : le Ministre qui a le logement dans ses attributions;
- 2° l'Administration : la Direction générale de l'Aménagement du Territoire et du Logement du Ministère de la Région wallonne;
- 3° le logement : tout ou partie d'immeuble destiné en ordre principal à l'hébergement et à la vie d'un ménage;
- 4° le ménage : soit la personne vivant seule, soit l'ensemble des personnes unies ou non par des liens familiaux qui ont une vie commune au niveau notamment de la gestion budgétaire ou de la consommation alimentaire;
- 5° ressources : l'ensemble des moyens d'existence mensuels dont dispose le ménage; le total de ces ressources tient compte des revenus fiscalement exonérés et des dettes exigibles;
- 6° Agence immobilière sociale, en abrégé A.I.S. : la personne morale qui a obtenu l'agrément du Ministre et qui œuvre à la réinsertion par le logement de personnes en voie de rupture sociale.

Art. 2. § 1er. L'A.I.S. a pour mission de promouvoir le logement au titre d'outil de citoyenneté. Pour réaliser cet objectif, elle maintient, réintroduit ou crée dans le circuit locatif un maximum de logements des secteurs public et privé.

§ 2. Pour réaliser cette mission, l'A.I.S. sera médiatrice entre des propriétaires-bailleurs et des ménages en voie de rupture sociale. A cet effet, elle conclura des contrats de gestion d'immeubles ou de parties d'immeubles avec ces propriétaires.

Un bail unira directement les propriétaires-bailleurs aux ménages locataires.

§ 3. Les logements pris en gestion par l'A.I.S. ne peuvent présenter aucune des causes d'insalubrité définies dans la circulaire ministérielle du 26 avril 1993 ou il devra y être remédié par des travaux prévus à l'article 8.

§ 4. L'A.I.S. garantit un accompagnement social aux ménages.

Art. 3. § 1. Dans les limites des crédits inscrits à cette fin au budget de la Région wallonne et suivant les conditions fixées par le présent arrêté, le Ministre peut accorder aux A.I.S. agréées une subvention annuelle destinée à :

- 1° intervenir dans les frais de gestion et de personnel;
- 2° intervenir dans le coût des travaux d'assainissement dans les limites visées à l'article 8;
- 3° intervenir notamment dans la prise en charge des pertes locatives et des dégâts locatifs.

§ 2. Le Ministre arrête le montant de cette subvention.

§ 3. Il ne pourra être accordé de subvention qu'à une seule A.I.S. par commune.

Art. 4. Moyennant l'accord du comité d'accompagnement visé à l'article 11, l'agrément du Ministre peut être accordé aux A.I.S. qui remplissent les conditions suivantes :

- 1° adopter le statut d'association sans but lucratif au sens de la loi du 27 juillet 1921 accordant la personnalité civile aux associations sans but lucratif et aux établissements d'utilité publique;
- 2° fixer leur champ d'action dans une commune comptant au moins 50 000 habitants;
- 3° compter parmi leurs associés, membres fondateurs, des organismes publics, à savoir :
 - a) obligatoirement des pouvoirs publics locaux du champ d'action de l'A.I.S. dont le Centre public d'aide sociale;
 - b) éventuellement des sociétés agréées, compétentes sur le territoire de l'A.I.S., ou la Société régionale wallonne du Logement;
- 4° compter éventuellement parmi leurs associés des organismes, entreprises ou personnes du secteur privé;
- 5° compter un organe de gestion comprenant au moins un représentant de chaque associé-organisme public et un représentant désigné par le Gouvernement wallon, ces représentants siégeant tous avec voix délibératives;
- 6° s'engager à disposer d'un personnel minimal constitué d'un médiateur social diplômé ou pouvant justifier d'une expérience dans le domaine social et d'un agent affecté à la prospection et la conclusion des contrats de gestion et des contrats de bail; des effectifs de personnel plus importants peuvent être suggérés par le comité d'accompagnement visé par l'article 11, suivant le nombre de logements à gérer et les caractéristiques sociales des locataires;
- 7° s'engager à présenter un rapport d'activité annuel et un rapport financier semestriel au conseil communal et au comité d'accompagnement;
- 8° s'engager à faire preuve d'une activité durable.

Art. 5. § 1er. La demande d'agrément accompagnée de la délibération du conseil communal est introduite par l'A.S.B.L. auprès de l'Administration par pli recommandé à la poste selon le modèle établi par le Ministre.

La demande contient les indications suivantes :

- 1° une copie des statuts de l'A.S.B.L.;
- 2° la représentation nominative de ses divers associés, au sein de l'organe de gestion visé à l'article 4, 5°.

Le Ministre peut préciser et compléter les indications à mentionner dans la demande d'agrément. Il détermine la forme de la demande. Toute modification des statuts doit être notifiée au Ministre dès approbation par l'assemblée générale.

§ 2. Le Ministre notifie à l'A.S.B.L. demanderesse l'agrément ou le refus d'agrément dans les trois mois qui suivent la réception de la demande reconnue complète.

L'agrément peut être conditionnel.

Art. 6. § 1er. L'immeuble ou partie d'immeuble dont la prise en gestion est envisagée doit être mis à la disposition de l'A.I.S. selon une des modalités suivantes :

- 1° par convention s'il est la propriété de l'un des membres du conseil d'administration de l'A.I.S.;
- 2° par location par bail emphytéotique;
- 3° par mandat de gestion d'une durée de :

- a) 3 ans en cas de gestion uniquement après une éventuelle période d'essai d'un an;
- b) 9 ans en cas de nécessité de travaux de rénovation importants.

§ 2. La fixation du loyer éventuel entre l'A.I.S. et le propriétaire est déterminée ou revue, le cas échéant, en fonction du coût des travaux et de leur mode de prise en charge.

§ 3. Dans tous les cas, l'A.I.S. est subrogée au propriétaire dans ses droits à la récupération de toute somme due par le ménage ainsi que dans ses droits à exiger la résiliation du bail tels que prévu par le Code civil.

Art. 7. L'immeuble ou partie d'immeuble dont la prise en gestion est envisagée doit répondre aux conditions suivantes :

1° se situer dans les limites territoriales où l'A.I.S. exerce sa compétence;

2° sur constat de l'A.I.S. ne présenter aucune des causes d'insalubrité définies dans la circulaire ministérielle du 26 avril 1993 relative aux critères d'insalubrité des logements situés en Région wallonne, ou y remédier par l'exécution de travaux prévus à l'article 8.

Art. 8. § 1er. L'A.I.S. peut faire exécuter à sa charge des travaux de minime importance relevant du confort ou de la finition. Certains des travaux visés au § 2 peuvent également être pris en charge, pour autant que ceux-ci relèvent d'un caractère ponctuel ou circonscrit.

§ 2. Si les conditions d'habitabilité décente, visées à l'article 7.2°, ne sont pas présentes et si des travaux importants se révèlent nécessaires, le logement doit être reconnu insalubre améliorable par l'Administration. Dans ce cas, les travaux importants, qui peuvent être pris en charge par l'A.I.S., concernent exclusivement :

- l'isolation et la couverture de la toiture;
- les problèmes d'humidité ascensionnelle ou gravitaire;
- les cloisons et plafonnages;
- l'électricité;
- les équipements sanitaires;
- les menuiseries intérieures et extérieures;
- les revêtements de sol;
- le chauffage.

§ 3. Un immeuble abritant un ou des logements pris en gestion par l'A.I.S. ne peut présenter aucun problème de stabilité pour ce qui concerne son gros-oeuvre, sa charpente de toiture et ses aires horizontales à chacun des niveaux.

§ 4. Ne peuvent être pris en charge par l'A.I.S. :

- a) les travaux de protection incendie hormis la détection;
- b) les échelles et escaliers de secours extérieurs;
- c) les travaux de désinfection et de restauration dus à la contamination par la mэрule.

Art. 9. § 1er. Pour pouvoir bénéficier d'un logement géré par l'A.I.S., le ménage ne peut disposer de revenus dépassant de plus de 50 % le montant de l'allocation maximale de chômage.

§ 2. Moyennant accord de l'organe de gestion de l'A.I.S., il peut être dérogé aux conditions du § 1er dans les cas de surendettement, pour autant que les ressources mensuelles du ménage ne dépassent pas un plafond déterminé par le Ministre; dans ce cas, c'est la moyenne des ressources mensuelles des six derniers mois qui est prise en considération.

§ 3. Le montant du loyer payé par le ménage est égal au loyer reçu par le propriétaire majoré :

- de l'amortissement des travaux financés par l'A.I.S.;
- de la participation du ménage aux frais de gestion de l'A.I.S.

Cette participation ne pourra toutefois excéder 15 % du montant du loyer perçu par le propriétaire sauf si le loyer total payé par le ménage n'excède pas 20 % de ses revenus.

Art. 10. L'A.I.S. doit garantir un accompagnement social régulier, visant à la réinsertion sociale de ses locataires.

Cet accompagnement social doit obligatoirement comporter une guidance budgétaire dans les cas de surendettement visés à l'article 9, § 2.

Une véritable pédagogie de l'habiter devra être développée; elle englobera la fréquence de paiement du loyer, l'utilisation adéquate du logement, le respect de l'environnement humain et physique.

Art. 11. Un comité d'accompagnement est chargé :

- 1° de remettre un avis au Ministre sur les demandes d'agrément;
- 2° de suivre l'évolution des A.I.S. et notamment de l'importance du parc de logements géré et du personnel nécessaire;
- 3° d'examiner les bilans annuels et de formuler des propositions budgétaires.

Ce comité d'accompagnement est composé :

- 1° d'un délégué du Ministre qui assure la présidence du comité;
- 2° d'un délégué du Ministre qui a la tutelle des communes dans ses attributions;
- 3° d'un délégué de l'Administration qui assure le secrétariat du comité;
- 4° d'un délégué de la Société régionale wallonne du Logement;
- 5° de deux délégués de centres de recherche en travail social.

Art. 12. § 1er. Le non respect des conditions du présent arrêté entraîne le remboursement des subventions visées à l'article 3.

§ 2. Le Ministre abroge, suspend ou limite l'agrément lorsqu'il constate que l'A.I.S. ne respecte pas ou plus les conditions du présent arrêté.

Art. 13. Les logements faisant partie du patrimoine des sociétés agréées par la Société régionale wallonne du Logement n'entrent pas dans le champ d'application du présent arrêté.

Namur, le 29 juillet 1993.

Le Président du Gouvernement,
chargé de l'Economie, des P.M.E. et des Relations extérieures,
G. SPITAEELS

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Budget,
R. COLLIGNON

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 93 — 2326

[C — 27407]

29. JULI 1993. — Erlaß der Wallonischen Regierung zur Errichtung von Agenturen für sozialen Wohnungen

Aufgrund des Dekrets des Wallonischen Regionalrates vom 17. Dezember 1992 zur Festlegung der Einnahmen des Haushaltsplans der Wallonischen Region, insbesondere seines Artikels 16;

Aufgrund des am 4. Juni 1993 abgegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des Gutachtens des Staatsrates;

Auf Vorschlag des Ministers der Raumordnung, des Wohnungswesens und des Haushalts,

Beschließt die Wallonische Regierung :

Artikel 1. Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses versteht man unter :

1° Minister : den Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Wohnungswesen gehört;

2° Verwaltung : die Generaldirektion der Raumordnung und des Wohnungswesens des Ministeriums der Wallonischen Region;

3° Wohnung : das Gebäude bzw. den Gebäudeteil, der hauptsächlich zur Unterbringung eines Haushalts bestimmt ist;

4° Haushalt : entweder die alleinlebende Person oder die gesamten verwandten oder nicht verwandten Personen, die zusammen leben und insbesondere die Haushaltsverwaltung und die Lebensmittel teilen;

5° Einkünfte : die gesamten monatlichen Existenzmittel zur Verfügung des Haushalts; die Gesamtheit dieser Mittel berücksichtigt die steuerfreien Einkünfte und die eintreibbaren Schulden;

6° Agentur für soziale Wohnungen, abgekürzt AsW : die juristische Person, die die Zulassung des Ministers bekommen hat und die für die Resozialisierung von Personen, die sich kurz vor dem sozialen Ausschluß befinden, mit Hilfe von Wohnungen arbeitet.

Art. 2. § 1. Die AsW hat als Aufgabe die Förderung der Wohnung als Hilfsmittel der Bürgerschaft. Um dieses Ziel zu erreichen wird von der Agentur eine Höchstzahl von Wohnungen des öffentlichen oder privaten Sektors im Mietsystem behalten, wieder eingeführt oder errichtet.

§ 2. Um diese Aufgabe auszuführen; wird die AsW als Vermittler zwischen den Eigentümern-Vermietern und den Haushalten, die sich kurz vor dem sozialen Ausschluß befinden, handeln.

Zu diesem Zweck wird sie mit diesen Eigentümern Verwaltungsverträge für die Gebäuden bzw. Gebäudeteile abschließen.

Ein Mietvertrag wird die Eigentümer-Vermieter mit den mietenden Haushalten direkt verbinden.

§ 3. Die von der AsW verwalteten Wohnungen dürfen keine der im Ministerialrundsreiben vom 26. April 1993 bestimmten Ursachen der gesundheitlichen Unzutraglichkeiten aufweisen oder sie wird diesen durch die in Artikel 8 vorgesehenen Arbeiten abhelfen sollen.

§ 4. Die AsW garantiert den Haushalten für eine soziale Begleitung.

Art. 3. In den Grenzen der zu diesem Zweck im Haushalt der Wallonischen Region eingetragenen Mittel und gemäß der durch den vorliegenden Erlaß festgelegten Bedingungen kann der Minister den zugelassenen AsW einen jährlichen Zuschuß gewähren, der zum folgenden bestimmt wird :

1° der Beteiligung an den Verwaltungs- und Personalkosten;

2° der Beteiligung an den Kosten der Sanierungsarbeiten in den in Artikel 8 erwähnten Grenzen;

3° insbesondere der Beteiligung an der Übernahme der Mietverluste oder -schaden.

§ 2. Der Minister legt den Betrag dieses Zuschusses fest.

§ 3. Nur eine AsW pro Gemeinde wird einen Zuschuß erhalten dürfen.

Art. 4. Mit dem Einverständnis des in Artikel 11 erwähnten Begleitungsausschusses kann die Zulassung des Ministers den AsW, die die folgenden Bedingungen erfüllen, gewährt werden :

1° das Statut von Vereinigung ohne Erwerbszweck im Sinne des Gesetzes vom 27. Juli 1921, durch das den Vereinigungen ohne Erwerbszweck und den gemeinnützigen Einrichtungen die Rechtspersönlichkeit gewährt wird, annehmen;

2° ihren Aktionsbereich in einer Gemeinde mit mindestens 50 000 Einwohnern festlegen;

3° zu ihren Partnern — Gründungsmitgliedern öffentliche Einrichtungen rechnen, und zwar :

a) zwangsläufig örtliche öffentliche Behörden aus dem Aktionsbereich der AsW, davon das öffentliche Sozialhilfezentrum;

b) gegebenenfalls zugelassene Gesellschaften, die auf dem Gebiet der AsW zuständig sind, oder die « Société régionale wallonne du Logement » (Regionale Wohnungsbaugesellschaft für Wallonien);

4° zu ihren Partnern gegebenenfalls Einrichtungen, Unternehmen oder Personen des Privatsektors rechnen;

5° eine Geschäftsführungsorgan haben, die mindestens einen Vertreter jedes Partners — öffentlichen Sektors und einen von der Wallonischen Regierung bezeichneten Vertreter beinhaltet; diese Vertreter tagen alle mit beschließender Stimme;

6° sich verpflichten, über einen Mindestpersonalbestand zu verfügen, das aus einem diplomierten oder erfahrenen Sozialvermittler und einem dem Aufsuchen oder dem Abschließen der Verwaltungs- und Mietverträge zugeteilten Bediensteten besteht; der in Artikel 11 erwähnte Begleitungsausschuß kann einen größeren Personalbestand je nach der Anzahl der zu verwalteten Wohnungen und den sozialen Besonderheiten der Mieter vorschlagen;

7° sich verpflichten, dem Gemeinderat und dem Begleitungsausschuß einen jährlichen Tätigkeitsbericht und einen halbjährlichen finanziellen Bericht vorzulegen;

8° sich verpflichten, eine dauerhafte Tätigkeit zu beweisen.

Art. 5. § 1. Der Antrag auf Zulassung zusammen mit dem Beschluß des Gemeinderates wird von der VoE bei der Verwaltung per Einschreibebrief und gemäß des vom Minister festgelegten Musters eingereicht.

Der Antrag beinhaltet folgende Angaben :

1° eine Abschrift der Statuten der VoE;

2° die Vorzeigung der Namen ihrer verschiedenen Geschäftspartner innerhalb der in Artikel 4 5° erwähnten Geschäftsführungsorgan.

Der Minister kann die in den Antrag auf Zulassung anzugebenden Auskünfte präzisieren und erfüllen. Er legt die Form des Antrags fest. Jede Abänderung der Statuten soll dem Minister sofort nachdem sie von der Generalversammlung genehmigt worden ist, mitgeteilt werden.

§ 2. Der Minister teilt der antragstellenden VoE die Zulassung oder der Verweigerung der Zulassung innerhalb von drei Monaten nach Empfang des als vollständig anerkannten Antrags mit. Die Zulassung kann an Bedingungen gebunden sein.

Art. 6. Das Gebäude bzw. der Gebäudeteil, dessen Verwaltungsübernahme vorgesehen ist, muß zur Verfügung der AsW gemäß einer der folgenden Modalitäten gestellt werden :

1° durch eine Vereinbarung, wenn er das Eigentum von einem der Mitglieder des Verwaltungsrates der AsW ist;

2° durch einen Erbpachtvertrag;

3° durch ein Verwaltungsmandat für eine Periode von :

a) drei Jahren, wenn die Verwaltung erst nach einer einjährigen Probezeit übernommen wird;

b) neun Jahren, wenn wichtige Renovierungsarbeiten erforderlich sind.

§ 2. Der eventuellen Mietpreis wird gemeinsam von der AsW und dem Eigentümer gegebenenfalls je nach den Kosten der Arbeiten und der Weise ihrer Übernahme festgelegt oder angepaßt.

§ 3. In allen Fällen wird der AsW die Rechte des Eigentümers übertragen, was die Eintreibung jeder vom Haushalt verschuldeten Summe sowie die Kündigung des Mietvertrags, wie es im Zivilgesetzbuch vorgesehen ist, betrifft.

Art. 7. Das Gebäude bzw. der Gebäudeteil, dessen Verwaltungsübernahme vorgesehen ist, soll folgenden Bedingungen genügen :

1° in den Gebietsgrenzen, in denen die AsW zuständig ist, gelegen sein;

2° nach Feststellung der AsW keine der im Ministerialrundsreiben vom 26. April 1993 bestimmten Ursachen der gesundheitlichen Unzuträglichkeiten aufweisen oder diesen durch die in Artikel 8 vorgesehenen Arbeiten abhelfen.

Art. 8. § 1. Die AsW kann zu ihren Lasten Arbeiten geringer Bedeutung betreffend die Gemütlichkeit oder die Fertigstellung ausführen lassen. Gewisse in § 2 erwähnten Arbeiten können auch zu Lasten übernommen werden, soweit diese örtlich und zeitlich begrenzt bleiben.

§ 2. Wenn die in Artikel 7 2° erwähnten Bedingungen einer annehmbaren Bewohnbarkeit nicht vorhanden sind und wenn wichtige Arbeiten erforderlich werden muß die Wohnung von der Verwaltung als verbesserungsfähig gesundheitschädlich anerkannt werden. In diesem Fall betreffen die wichtigen Arbeiten, die von der AsW übernommen werden können, ausschließlich :

— die Isolierung und die Bedachung;

— die Problemen betreffend die steigende oder drehende Feuchtigkeit;

— die Trennwände und die Decken;

— die Elektrizität;

— die Sanitäranlagen;

— das Außen- und Innenholzwerk;

— die Bodenbeläge;

— die Heizung.

§ 3. Ein Gebäude mit einer oder mehreren von der AsW verwalteten Wohnungen darf kein Problem der Bauqualität, was sein Rohbau, sein Dachstuhl und seine horizontalen Bodenfläche auf jedem Niveau betrifft, aufweisen.

§ 4. Folgende dürfen nicht von der AsW übernommen werden :

a) die Brandschutzarbeiten mit Ausnahme der Brandmeldung;

b) die äußeren Notleiter und -treppen;

c) die Desinfektions- und Restaurierungsarbeiten nach der Verseuchung durch den Hausschwamm.

Art. 9. § 1. Um in einer von der AsW verwaltete Wohnung wohnen zu dürfen, darf der Haushalt nicht über Einkünfte verfügen, die den höchsten Arbeitslosengeld um mehr als fünfzig Prozent überschreiten.

§ 2. Mit dem Einverständnis der Geschäftsführungsorgan der AsW darf es von den Bedingungen von § 1 in den Fällen der Überschulden abgewichen werden, soweit die monatlichen Einkünfte des Haushalts einen vom Minister festgelegten Höchstbetrag nicht überschreiten. In diesem Fall wird der Mittelwert der monatlichen Einkünfte der sechs letzten Monate berücksichtigt.

§ 3. Der vom Haushalt bezahlte Mietbetrag entspricht dem vom Eigentümer erhaltenen Betrag, der vom folgenden erhöht wird :

— der Amortisation der von der AsW finanzierten Arbeiten;

— der Beteiligung des Haushalts an den Geschäftsführungskosten der AsW.

Diese Beteiligung darf jedoch 15 % des vom Eigentümer erhaltenen Mietbetrags nicht überschreiten, außer wenn der gesamte vom Haushalt gezahlte Mietbetrag 20 % seiner Einkünfte nicht überschreitet.

Art. 10. Die AsW soll eine regelmäßige soziale Begleitung zwecks der Resozialisierung ihrer Mieter sichern.

Diese soziale Begleitung soll unbedingt einen Haushaltsbeistand für die in Artikel 9 § 2 erwähnten Fälle der Überschulden beinhalten.

Eine echte Wohnpädagogik muß entwickelt werden; sie wird die Zahlungstermine des Mietbetrags, die passende Benutzung der Wohnung, die Achtung vor der menschlichen und natürlichen Umwelt umfassen.

Art. 11. Ein Begleitungsausschuß wird damit beauftragt :

1° dem Minister ein Gutachten über die Anträge auf Zulassung vorzulegen;

2° der Entwicklung der AsW und insbesondere dem Umfang des verwalteten Wohnungsbestands und des notwendigen Personals zu folgen;

3° die jährlichen Bilanzen zu untersuchen und Haushaltsvorschläge zu äußern.

Dieser Begleitungsausschuß besteht aus :

1° einem Vertreter des Ministers, der den Vorsitz des Ausschusses führt;

2° einem Vertreter des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Gemeinden gehören;

3° einem Vertreter der Verwaltung, die das Sekretariat des Ausschusses führt;

4° einem Vertreter der « Société régionale wallonne du Logement »;

5° zwei Vertretern von Forschungszentren in Sozialarbeit.

Art. 12. § 1. Die Nichtbeachtung der Bedingungen des vorliegenden Erlasses hat als Folge die Zurückzahlung der in Artikel 3 erwähnten Zuschüsse.

§ 2. Der Minister darf die Zulassung aufgeben, einzustellen oder beschränken, wenn er feststellt, daß die AsW die Bedingungen des vorliegenden Erlasses nicht oder nicht mehr beachtet.

Art. 13. Die Wohnungen, die dem Erbgut der von der « Société régionale wallonne du Logement » zugelassenen Gesellschaften gehören, kommen nicht in Aktionsbereich des vorliegenden Erlasses.

Namur, den 29. Juli 1993.

Der Vorsitzende der Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB und den Auswärtigen Beziehungen,
G. SPITAEELS

Der Minister der Raumordnung, des Wohnungswesens und des Haushalts,
R. COLLIGNON

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 93 — 2326

[C — 27407]

29 JULI 1993. — Besluit van de Waalse Regering tot oprichting van agentschappen voor sociale huisvesting

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van de Waalse Gewestraad van 17 december 1992 houdende de begroting van het Waalse Gewest, inzonderheid op artikel 16;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 4 juni 1993;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Begroting,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit dient te worden verstaan onder :

1° Minister : de Minister tot wiens bevoegdheden huisvesting behoort;

2° Bestuur : de « Direction générale de l'Aménagement du Territoire et du Logement » (Algemene Directie Ruimtelijke Ordening en Huisvesting) van het Ministerie van het Waalse Gewest;

3° woning : het hoofdzakelijk voor de huisvesting van één gezin bestemde gebouw of gebouwgedeelte;

4° gezin : hetzij de alleenwonende persoon, hetzij alle al dan niet aanverwante personen die gezamenlijk instaan o.a. voor het geldelijk beheer of de voedselconsumptie;

5° geldmiddelen : de gezamenlijke maandelijke bestaansmiddelen waarover het gezin beschikt; het totaal van die geldmiddelen houdt rekening met de belastingvrije inkomsten en de invorderbare schulden;

6° Agentschap voor sociale huisvesting, A.S.H. afgekort : de door de Minister erkende rechtspersoon die via huisvesting ijvert voor de reïntegratie van mensen die dreigen sociaal uitgesloten te worden.

Art. 2. § 1. De taak van het A.S.H. bestaat erin de huisvesting als hulpmiddel van het burgerschap te bevorderen. Te dien einde tracht het agentschap een maximum woningen uit de openbare en privé-sectoren in het huursysteem te behouden of weer in te voeren.

§ 2. Om deze taak te vervullen zal het A.S.H. als bemiddelaar optreden tussen eigenaars-verhuurders en gezinnen die dreigen sociaal uitgesloten te worden. Daartoe zal het met die eigenaars beheerscontracten sluiten voor gebouwen of gebouwgedeelten.

Een huurovereenkomst zal de eigenaars-verhuurders rechtstreeks met de gezinnen-huurders verbinden.

§ 3. De door het A.S.H. beheerde woningen mogen geen enkele van de in de Ministeriële omzendbrief van 26 april 1993 bedoelde ongezondheidsorzaken vertonen of ze zullen de in artikel 8 bedoelde werkzaamheden moeten ondergaan.

§ 4. Het A.S.H. waarborgt de gezinnen een sociale begeleiding.

Art. 3. § 1. Binnen de perken van het daartoe op de begroting van het Waalse Gewest ingeschreven krediet en volgens de bij dit besluit vastgestelde voorwaarden kan de Minister het erkende A.S.H. een jaarlijkse subsidie toekennen, die bedoeld is als :

1° tegemoetkoming in de beheers- en personeelskosten;

2° tegemoetkoming in de kosten van de saneringswerkzaamheden, binnen de in artikel 8 bedoelde perken;

3° tegemoetkoming met name in de overneming van de huurverliezen en -schade;

§ 2. De Minister bepaalt het bedrag van de subsidie.

§ 3. De subsidie kan slechts aan één A.S.H. per gemeente toegekend worden.

Art. 4. Met instemming van het in artikel 11 bedoelde begeleidingscomité, kunnen de A.S.H. door de Minister erkend worden indien ze voldoen aan volgende voorwaarden :

1° het statuut van vereniging zonder winstoogmerk aannemen in de zin van de wet van 27 juni 1921 waarbij aan de verenigingen zonder winstgevend doel en aan de instellingen van openbaar nut rechtspersoonlijkheid wordt verleend;

2° hun werkingssfeer in een gemeente met minstens 50 000 inwoners vaststellen;

3° openbare instellingen onder hun leden en medeoprichters tellen, namelijk :

a) noodzakelijkerwijs plaatselijke openbare besturen uit de werkingssfeer van het A.S.H., waaronder het Openbaar Centrum voor maatschappelijk welzijn;

b) eventueel erkende maatschappijen die op het grondgebied van het A.S.H. bevoegd zijn, of de « Société régionale wallonne du Logement » (Waalse Gewestelijke Maatschappij voor de Huisvesting);

4° eventueel instellingen, ondernemingen of personen uit de privé-sector onder hun leden tellen;

5° een beheersorgaan tellen waarin minstens één vertegenwoordiger van elk lid-openbare instelling en één door de Waalse Regering aangewezen vertegenwoordiger zitting hebben en stemgerechtigd zijn;

6° zich ertoe verbinden te beschikken over een minimaal personeel dat samengesteld is uit een gediplomeerde of ervaren sociale bemiddelaar en uit een ambtenaar die belast is met het prospecteren en het sluiten van beheerscontracten en huurovereenkomsten; het in artikel 11 bedoelde begeleidingscomité kan een uitbreiding van het personeel voorstellen naar gelang van het aantal te beheren woningen en van de sociale kenmerken van de huurders;

7° zich ertoe verbinden een jaarlijks activiteitenverslag en een halfjaarlijks financieel verslag aan de gemeenteraad en aan het begeleidingscomité voor te leggen;

8° zich ertoe verbinden een duurzame activiteit aan de dag te leggen.

Art. 5. § 1. De v.z.w. dient de aanvraag tot erkenning, samen met de beslissing van de gemeenteraad, per aangetekend schrijven bij het Bestuur in, aan de hand van het door de Minister opgemaakte model.

De aanvraag bevat :

1° een afschrift van de statuten van de v.z.w.;

2° de naamvertegenwoordiging van haar verschillende leden binnen het in artikel 4, 5°, bedoelde beheersorgaan.

De Minister mag de in de aanvraag te vermelden inlichtingen bepalen en aanvullen. Hij stelt de vorm van de aanvraag vast. Elke wijziging in de statuten moet aan de Minister betekend worden zodra ze goedgekeurd is door de algemene vergadering.

§ 2. Binnen drie maanden na ontvangst van de volledig geachte aanvraag betekent de Minister de erkenning of de weigering van erkenning aan de eisende v.z.w. De erkenning kan voorwaardelijk zijn.

Art. 6. § 1. Het gebouw of gebouwgedeelte waarvan het beheer gepland is, moet ter beschikking van het A.S.H. gesteld worden volgens één van de hierna vermelde modaliteiten :

1° bij een overeenkomst, indien het toebehoort aan een lid van de raad van bestuur van het A.S.H.;

2° bij een erfpachtcontract;

3° bij een beheersmandaat voor een periode van :

a) 3 jaar, indien het beheer slechts na een eventuele proefperiode van één jaar gebeurt;

b) 9 jaar, indien belangrijke renovatiewerkzaamheden noodzakelijk zijn.

§ 2. De eventuele huurprijs wordt samen door het A.S.H. en de eigenaar vastgesteld of, in voorkomend geval, herzien naar gelang van de kosten van de werkzaamheden en van de wijze waarop ze overgenomen worden.

§ 3. Het A.S.H. wordt hoe dan ook in de rechten van de eigenaar gesteld om elk door het gezin verschuldigde bedrag terug te vorderen en de ontbinding van de huur te eisen, zoals bepaald in het Burgerlijk Wetboek.

Art. 7. Het gebouw of gebouwgedeelte waarvan het beheer is gepland, moet voldoen aan volgende voorwaarden :

1° binnen de territoriale grenzen van de door het A.S.H. uitgeoefende bevoegdheid gelegen zijn;

2° na vaststelling door het A.S.H., geen enkele van de ongezondheidsorzaken vertonen die bedoeld zijn in de ministeriële omzendbrief van 26 april 1993 betreffende de ongezondheidscriteria van de in het Waalse Gewest gelegen woningen, of ze door het uitvoeren van de in artikel 8 bepaalde werkzaamheden verhelpen.

Art. 8. § 1. Het A.S.H. kan op eigen kosten onbelangrijke werkzaamheden inzake comfort of voltooiing laten uitvoeren. Sommige in § 2 bedoelde werkzaamheden kunnen ook overgenomen worden voor zover ze plaatselijk en beperkt blijven.

§ 2. Indien niet voldaan wordt aan de in artikel 7, 2°, bedoelde voorwaarden inzake gepaste bewoonbaarheid en indien belangrijke werkzaamheden noodzakelijk blijken, moet de woning door het Bestuur als verbeterbaar ongezond erkend worden. In dat geval hebben de belangrijke werkzaamheden die eventueel door het A.S.H. overgenomen kunnen worden, uitsluitend betrekking op :

- isolatie en dakbedekking;
- problemen inzake oprijvende of draaiende vochtigheid;
- scheidingswanden en plafonds;
- elektriciteit;
- sanitaire installaties;
- binnen- en buitenbetimmering;
- vloerbedekking;
- verwarming.

§ 3. Een gebouw met één of meerdere door het A.S.H. beheerde woningen mag geen standvastigheidsprobleem vertonen in de ruwbouw, het dakgeraamte en de horizontale ondervloeren op elk van de niveaus.

§ 4. Mogen niet door het A.S.H. overgenomen worden :

a) de werkzaamheden met het oog op de brandbeveiliging, met uitzondering van de brandmeldinstallatie;

b) de buitenbrandladders en -trappen;

c) de reinigings- en renovatiewerkzaamheden ter bestrijding van de huiszwam.

Art. 9. § 1. Om voor een door het A.S.H. beheerde woning in aanmerking te komen, mag het gezin niet beschikken over inkomsten die het bedrag van de maximale werkloosheidsuitkering met meer dan vijftig percent overschrijden.

§ 2. Met instemming van het beheersorgaan van het A.S.H. kan, in geval van zware schulden, van de in § 1 bepaalde voorwaarden worden afgeweken, voor zover de maandelijkse inkomsten van het gezin een door de Minister vastgesteld plafond niet overschrijden. In dat geval wordt het gemiddelde van de inkomsten van de laatste zes maanden in aanmerking genomen.

§ 3. Het bedrag van het door het gezin betaalde huurgeld is gelijk aan het door de eigenaar ontvangen huurgeld verhoogd met :

- de aflossing van de door het A.S.H. gefinancierde werkzaamheden;
- de bijdrage van het gezin tot de beheerskosten van het A.S.H.

Nochtans zal deze bijdrage niet hoger kunnen zijn dan 15 % van het door de eigenaar ontvangen huurgeld, behalve wanneer de door het gezin betaalde totale huurprijs minder bedraagt dan 20 % van zijn inkomsten.

Art. 10. Het A.S.H. moet voor een geregelde sociale begeleiding van de huurders instaan met het oog op hun resocialisatie.

Deze sociale begeleiding moet noodzakelijkerwijs een budgettaire bijstand omvatten voor de in artikel 9, § 2, bedoelde gevallen van zware schulden.

Er moet een echte woonpedagogie uitgewerkt worden, die betrekking heeft op de betalingstermijnen van de huur, het gepaste gebruik van de woning, de eerbied voor het menselijke en natuurlijke leefmilieu.

Art. 11. Het begeleidingscomité wordt ermee belast :

1^o de Minister een advies over de erkenningsaanvragen te geven;
2^o de evolutie van het A.S.H. te volgen, meer bepaald van de omvang van het beheerde woningbestand en van het vereiste personeel;

3^o de jaarbalansen te onderzoeken en begrotingsvoorstellen te formuleren.

Dat begeleidingscomité is samengesteld uit :

1^o één afgevaardigde van de Minister, die het voorzitterschap van het comité waarneemt;
2^o één afgevaardigde van de Minister tot wiens bevoegdheden het toezicht over de gemeenten behoort;
3^o één afgevaardigde van het Bestuur, die het secretariaat van het comité waarneemt;
4^o één afgevaardigde van de « Société régionale wallonne du Logement »;
5^o twee afgevaardigden van onderzoekscentra voor maatschappelijk werk.

Art. 12. § 1. Indien aan de in dit besluit bepaalde voorwaarden niet wordt voldaan, moeten de in artikel 3 bedoelde subsidies terugbetaald worden.

§ 2. De Minister mag de erkenning intrekken, opschorten of beperken als hij vaststelt dat het A.S.H. de voorwaarden van dit besluit niet of niet meer in acht neemt.

Art. 13. De woningen die deel uitmaken van het erfgoed van de door de « Société régionale wallonne du Logement » erkende maatschappijen, vallen buiten het toepassingsgebied van dit besluit.

Namen, 29 juli 1993.

De Voorzitter van de Regering,
belast met Economie, KMO's en Externe Betrekkingen,

G. SPITAEELS

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Begroting,

R. COLLIGNON

AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

MINISTÈRE DES COMMUNICATIONS ET DE L'INFRASTRUCTURE

[C — 14208]

Société nationale des Chemins de Fer belges
Ordres nationaux
(Mouvement du 8 avril 1992)

Par arrêtés royaux du 8 juillet 1992, les décorations ci-après ont été décernées :

Ordre de Léopold
Officier (Promotion)

MM. :

Dheur, Pierre Joseph Eugène Gilles, inspecteur principal;
Hinnekens, Jean Gérard, inspecteur principal (15.11.1991);
Van Coillie, Nestor Marie Jozef, inspecteur principal;
Vandevoorde, Herman Eugene, inspecteur principal.

Chevalier (Nomination)

MM. :

Aerts, Ivan Hubert Maria, premier chef de secteur technique;
Andries, Henri Joseph Albert Ghislain Marie, secrétaire de division;
Berlingin, Serge Constant Léon Ghislain, secrétaire de division;
Bruyneel, Jan Jaak, premier chef de secteur technique;
Cuyppers, Michel Yvon Gustave Ghislain, secrétaire de division;
Damilot, José Marie Erasme Ghislain, secrétaire de division;
De Smet, Etienne Joseph Rosalie, chef de gare principal (15.11.1991);
Donckers, Claude Alphonse Roger Ghislain, premier chef de secteur technique;
François, Richard Paul Ghislain, inspecteur du mouvement (15.11.1990);
Gillis, Robert Lucien Emile, chef de gare principal (15.11.1990);
Hermans, Laurent Willy, secrétaire de division;
Lambert, Bernard Ernest Louis Léon Ghislain, chef-comptable;
Lantrebecq, Luc Jean Augustin, inspecteur du mouvement (15.11.1991);
Malluquin, Christian Albert Alphonse Ghislain, chef-comptable;

MINISTERIE VAN VERKEER EN INFRASTRUCTUUR

[C — 14208]

Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen
Nationale Orden
(Beweging van 8 april 1992)

Bij koninklijke besluiten van 8 juli 1992 worden navermelde onderscheidingen verleend :

Leopoldsorde
Officier (Bevordering)

De heren :

Dheur, Pierre Joseph Eugène Gilles, eerste inspecteur;
Hinnekens, Jean Gérard, eerste inspecteur (15.11.1991);
Van Coillie, Nestor Marie Jozef, eerste inspecteur;
Vandevoorde, Herman Eugene, eerste inspecteur.

Ridder (Benoeming)

De heren :

Aerts, Ivan Hubert Maria, eerste technisch sectorchef;
Andries, Henri Joseph Albert Ghislain Marie, afdelingssecretaris;

Berlingin, Serge Constant Léon Ghislain, afdelingssecretaris;
Bruyneel, Jan Jaak, eerste technisch sectorchef;
Cuyppers, Michel Yvon Gustave Ghislain, afdelingssecretaris;
Damilot, José Marie Erasme Ghislain, afdelingssecretaris;
De Smet, Etienne Joseph Rosalie, eerste stationschef (15.11.1991);
Donckers, Claude Alphonse Roger Ghislain, eerste technisch sectorchef;
François, Richard Paul Ghislain, inspecteur van de beweging (15.11.1990);
Gillis, Robert Lucien Emile, eerste stationschef (15.11.1990);
Hermans, Laurent Willy, afdelingssecretaris;
Lambert, Bernard Ernest Louis Léon Ghislain, hoofdboekhouder;
Lantrebecq, Luc Jean Augustin, inspecteur van de beweging (15.11.1991);
Malluquin, Christian Albert Alphonse Ghislain, hoofdboekhouder;